

LE BULLETIN DE VEILLE

Numéro
375

27 SEPTEMBRE 2019



SOMMAIRE

○	INSOLITE _____	3
	RENNES : LA POLICE MET EN GARDE CONTRE UNE NOUVELLE ARNAQUE AUX FAUX BILLETS ____	3
○	ACTUALITÉS _____	3
	À NEW YORK, 130 BANQUES INTERNATIONALES S'ENGAGENT POUR UNE « BANQUE RESPONSABLE » _____	3
	NATIXIS APPLIQUE UN BONUS-MALUS CLIMAT À TOUS SES CRÉDITS _____	4
○	OFFRES _____	4
	LANCEMENT DU PER : LES CALENDRIERS D'AXA ET GENERALI _____	4
	BIENTÔT LA CRÉATION D'UNE NOUVELLE MUTUELLE _____	5
○	DISTRIBUTION _____	5
	LA DEMANDE DE CONTACT AVEC LES CONSEILLERS S'ACCROÎT DANS LES BANQUES _____	5
	DEUTSCHE BANK ÉTOFFE SA PRÉSENCE EN ITALIE _____	6
○	DIGITAL _____	6
	EULER HERMES SIGNE UN PARTENARIAT AVEC LA FINTECH IBANFIRST _____	6
	MONZO VEUT ÉTENDRE SA FONCTION ANTI-ADDICTION _____	7
○	PAIEMENTS _____	7
	CHECKOUT.COM VEUT CONCURRENCER INGENICO EN FRANCE _____	7
	À SON TOUR, ONEPLUS ANNONCE SA SOLUTION DE PAIEMENT NOMMÉE... ONEPLUS PAY ! ____	8
○	RÉGLEMENTAIRE _____	8
	RGPD : LES ASSUREURS À LA TRÂÎNE SUR LES ANALYSES D'IMPACT _____	8
○	RAPPROCHEMENTS _____	9
	BNP PARIBAS VEUT MONTER EN PUISSANCE DANS LES SERVICES AUX HEDGE FUNDS _____	9
	CNP ASSURANCES SÉCURISE SON PARTENARIAT AU BRÉSIL _____	9

INSOLITE

Police nationale 35 @PoliceNat35
 [#àVotreService] Il souhaitait payer avec un faux billet : grâce à la vigilance d'une commerçante, les #policiers de @PoliceNat35 l'interpellent immédiatement.
 ⚠ De la fausse monnaie #MovieMoney circule à #Rennes. En cas de doute, appelez le 17.letelegramme.fr/ille-et-vilain...



14 14:01 - 27 sept. 2019

Rennes : La police met en garde contre une nouvelle arnaque aux faux billets

27 SEPTEMBRE 2019 – 20 MINUTES

Un jeune homme de 19 ans a été interpellé alors qu'il tentait de payer sa baguette avec de la « *movie money* ».

Une nouvelle arnaque aux faux billets se développe ces derniers mois en **France**. Depuis début septembre, de la « *movie money* » commence à circuler dans la capitale bretonne. Ces billets s'achètent en quelques clics sur Internet.

Le jeune homme a présenté un faux billet de 10 euros dans un supermarché de **Rennes**. L'individu a été interpellé par les agents de la brigade financière de la sûreté départementale et placé en garde à vue. Lors de la perquisition de son domicile, neuf autres faux billets ont été retrouvés. Il sera jugé début 2020 pour « *mise en circulation et usage de fausse monnaie* », un délit qui peut être passible de dix ans d'emprisonnement.

Le **McDonald's** de **Villejean** a également porté plainte à plusieurs reprises, d'où la mise en garde des policiers aux commerçants. **EN SAVOIR+**

ACTUALITÉS

À New York, 130 banques internationales s'engagent pour une « banque responsable »

23 SEPTEMBRE 2019 – LE FIGARO

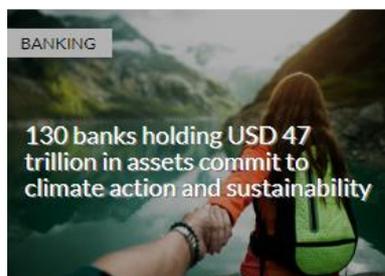
Plus d'une centaine de banques internationales ont signé une charte de principes pour « *une banque responsable* » à l'occasion de l'assemblée générale des **Nations unies**, a annoncé **la Fédération bancaire européenne**.

« *En adhérant à ces principes, les banques affirment croire que seule une société inclusive fondée sur la dignité humaine, l'égalité et l'utilisation raisonnée des ressources naturelles peut permettre aux clients particuliers et entreprises de prospérer* », précise la déclaration publiée sur le site de l'Initiative financière du programme des Nations unies pour l'environnement (**UNEP FI**).

Ces principes portent notamment sur la mise en œuvre de politiques plus favorables à l'environnement et à la lutte contre le réchauffement climatique, le développement d'une culture de « *banque responsable* » au sein des entreprises.

Les signataires promettent aussi « *de faire une évaluation périodique de la mise en œuvre individuelle et collective de ces principes et d'être transparents quant à nos impacts positifs et négatifs ainsi qu'à notre contribution aux objectifs de la société* », détaille la déclaration de **l'UNEP FI**. Les groupes **BNP Paribas**, **Société Générale**, **BPCE**, **Crédit Agricole** et **Banque Postale** comptent parmi les signataires.

EN SAVOIR+



Green Weighting Factor



COMMUNIQUÉ

Natixis devient la première banque à piloter activement l'impact climatique de son bilan en mettant en œuvre son Green Weighting Factor

23/09/2019



Natixis applique un bonus-malus climat à tous ses crédits

23 SEPTEMBRE 2019 – L'AGEFI

La banque de gros de **BPCE** classe du vert au brun tous ses financements.

Mis en avant par la **Commission européenne** dans son plan d'action pour le climat en 2018, le « *green supporting factor* » est devenu une réalité chez **Natixis**. Baptisée par Natixis « *green weighting factor* », cette notation maison vise à mesurer l'impact des financements octroyés par la banque sur le climat.

A ce stade, la banque a classifié 70% des 127 milliards d'euros des crédits inscrits à son bilan. Chaque type d'actif ou d'emprunteur fait l'objet de critères spécifiques. Pour une ligne de chemin de fer par exemple, Natixis veut savoir si elle traverse une zone protégée, si elle est utilisée pour du fret ou du transport de personnes ou encore quelle énergie propulse la motrice.

« *Nous avons sept notes, trois vertes, une neutre et trois brunes. En nominal, les financements déjà notés sont verts à 43%, neutres à 19% et bruns à 38%. Lorsqu'on applique une pondération par le risque, le poids des crédits bruns passe à 50%, et les verts et neutres à 25% chacun. Nous appliquons en effet un bonus de 50% sur les actifs pondérés du risque des prêts les plus verts, et un malus de 24% sur les plus bruns* » indique François Riahi, directeur général de Natixis. **EN SAVOIR+**

OFFRES

Lancement du PER : les calendriers d'Axa et Generali

23 SEPTEMBRE 2019 – L'ARGUS DE L'ASSURANCE

Generali commencera avec un PER individuel, ce qui correspond à son positionnement actuel. Tandis qu'**Axa** sera prêt tout de suite sur les trois catégories de versements.

Les compagnies d'assurance sont sur les rangs des nouveaux **Plans d'Épargne Retraite (PER)**. Du côté de **Generali**, un PER individuel sera lancé dès le 1er octobre. **Axa** lancera quant à lui une offre complète d'épargne retraite compatible avec la **loi Pacte** dès le début du mois d'octobre.

« *Ce qui va faire que cela marchera ou pas, c'est le conseil tout au long de la vie du produit*, affirme Olivier Mariée, directeur des ventes et de la distribution chez **Axa France**. *C'est la capacité à mettre en place un 'financial planning', intégrant la fiscalité, la gestion à horizon, la sortie en capital ou en rentes, etc. Nous y travaillons à travers la formation de nos réseaux, notre gamme d'unités de compte, de gestions pilotées, et nos investissements dans des outils de diagnostic et de simulation.* »

De plus, Axa va lancer des actions en faveur de l'éducation du grand public à la finance et à la retraite. Des « *cafés de la retraite* » proposeront des formations gratuites, et les particuliers pourront trouver des informations sur la gestion pilotée dans les couloirs d'un « *train de la retraite* ». **EN SAVOIR+**



Préparer sa retraite



Informations sur l'entreprise Unmi'mut

Raison sociale :	UNMI/MUT
Numéro Siren :	851629162
Numéro Siret :	85162916200013 (siège de l'entreprise)
Numéro TVA intracommunautaire :	FR36851629162 (en savoir plus)
Greffé :	RCS Paris
Code NAF / APE :	6512Z (autres assurances)
Forme juridique :	Mutuelle
Date d'immatriculation :	04/06/2019
Commune d'implantation :	Paris

Bientôt la création d'une nouvelle mutuelle

23 SEPTEMBRE 2019 – L'ARGUS DE L'ASSURANCE

Dans un contexte de concentration ininterrompue du monde mutualiste, la création d'une nouvelle mutuelle constitue un petit événement en soi...

Alors que le nombre de mutuelles de **livre II** a été divisé par quatre en quinze ans, la création de nouvelles structures mutualistes devient rare.

Le projet de nouvelle mutuelle de l'**UNMI** s'apprête à se matérialiser. **Le Journal officiel du 22 septembre** dernier confirme ladite demande : l'autorité laisse deux mois aux éventuelles remarques pour lui parvenir avant le transfert effectif d'une partie du portefeuille de l'UNMI vers cette nouvelle mutuelle : **UNMI'Mut**.

Cette nouvelle mutuelle sera consacrée à la prévoyance. L'union, historiquement positionnée sur ce segment, propose déjà aux quelques 80 mutuelles membres des offres spécifiques ; elle veut donc aussi, en parallèle, en proposer en propre. Autre évolution non négligeable pour l'UNMI, concernant cette fois la santé. Assureur depuis 2015 de l'offre ACS « *Proxime Santé* », l'union se questionnait sur sa place dans le nouveau dispositif mis en place à compter du 1^{er} novembre prochain tendant à rapprocher l'ACS et la CMU-C vers une « *complémentaire santé solidaire* ». **EN SAVOIR+**

DISTRIBUTION

La demande de contact avec les conseillers s'accroît dans les banques

20 SEPTEMBRE 2019 – L'AGEFI

L'étude annuelle de **Deloitte** relève une demande croissante de conseil humain, mais sans rejet du digital.

D'après **Deloitte**, les opérations complexes restent souvent réalisées en agence. La consultation des comptes ou certaines opérations simples, comme les virements, sont le plus souvent effectuées à distance via internet mais l'obtention d'informations ou les opérations plus complexes restent souvent réalisées en agence. Sur ces deux derniers points, le contact avec une personne physique est choisi par respectivement 28% et 45% des répondants. Deloitte fait aussi remarquer qu'une part importante des clients reste demandeuse d'accompagnement.

Certains services restent indissociables du contact physique, car perçus par les clients comme plus complexes à obtenir. Cependant, ce besoin de conseil ne signifie pas forcément qu'à l'avenir les clients feront appel aux agences bancaires traditionnelles.

Outre cette réorganisation de leur réseau physique, les banques pourront, sur le plan digital cette fois, « *apprendre à mieux utiliser les données des clients* », déclare le consultant. En effet, les particuliers sont 67% à bien vouloir donner davantage d'information sur eux à leur banque, alors qu'ils n'étaient que 58% l'année dernière. **EN SAVOIR+**



Deutsche Bank étoffe sa présence en Italie

27 SEPTEMBRE 2019 – BOURSORAMA.COM

Deutsche Bank Financial Advisors ouvre un bureau à **Rimini** afin d'accueillir l'équipe de la **Romagne** dirigée par Roberto Gasperoni.

Dix-sept conseillers seront rattachés à ce bureau. Ce sera aussi un lieu de ralliement pour les autres professionnels de l'**Emilie-Romagne**, région dans laquelle le réseau de **Deutsche Bank Financial Advisors** compte sur une centaine de conseillers et environ 12 000 clients.

Par ailleurs, Deutsche Bank Financial inaugure un Flagship Store à **Gênes**. Ce lieu réunira 34 conseillers financiers et deviendra un point de repère pour d'autres professionnels de la **Ligurie**.

Le réseau de la banque peut compter sur environ 1 200 conseillers financiers en **Italie** avec un encours total supérieur à 15 milliards d'euros. Le réseau de conseillers financiers fait partie d'**Advisory Clients**, la structure de **Deutsche Bank** créée pour proposer des services de banque premium aux clients privés, entrepreneurs et entreprises. **EN SAVOIR+**

DIGITAL

Euler Hermes signe un partenariat avec la FinTech iBanFirst

25 SEPTEMBRE 2019 – LA TRIBUNE DE L'ASSURANCE

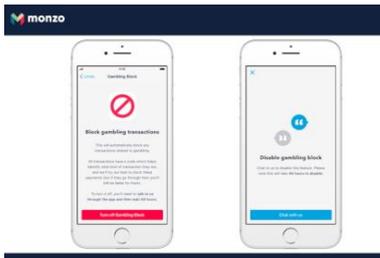
L'assureur-crédit **Euler Hermes** et la plateforme de gestion des paiements internationaux en devises **iBanFirst** s'associent afin d'apporter une nouvelle offre de financement aux entreprises françaises.

Les sociétés proposent une offre de prêts court-terme qui permettra aux entreprises de bénéficier de financements pour leur permettre de payer leurs fournisseurs étrangers.

De son côté, **iBanFirst** s'expose au risque de non-remboursement du prêt accordé à une entreprise. En ce sens, elle a souhaité s'associer à un expert du risque d'impayé. A travers cette collaboration, **Euler Hermes** offre une sécurisation à la FinTech et lui fait bénéficier de son expertise en matière de comportement de paiement et de santé financière des entreprises.

« [...] c'est la première fois que nous délivrons une couverture contre le risque d'impayé dans le cadre de l'octroi d'un crédit court-terme, corrélé au paiement d'une facture. Nous sommes ravis, en devenant l'assureur-crédit de la plateforme de financement **iBanFirst**, de contribuer au développement d'une offre de financement alternative pour les entreprises françaises. C'est un pas supplémentaire dans notre stratégie de transformation digitale », commente le responsable des Partenariats digitaux d'Euler Hermes France. **EN SAVOIR+**





Monzo veut étendre sa fonction anti-addiction

22 SEPTEMBRE 2019 – C'EST PAS MON IDÉE !

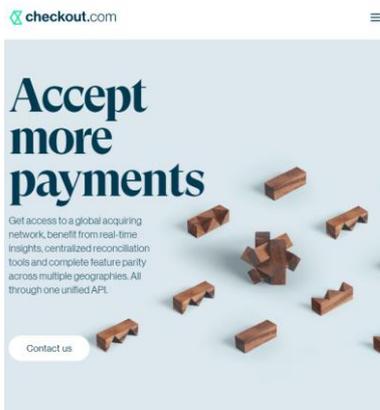
Un peu plus d'un an après la mise en place de son système de blocage des transactions de jeux et paris en ligne et au vu du succès qu'il rencontre parmi ses clients, **Monzo** réfléchit à une déclinaison de son principe à d'autres addictions courantes.

Les méthodes culpabilisantes traditionnelles consistant à exposer les dérives a posteriori et invitant à faire plus attention à l'avenir n'ont quasiment aucun effet sur les comportements. Avec la technique de verrouillage de **Monzo**, l'impact est non seulement plus direct et concret mais également mieux accepté par l'utilisateur. En effet, c'est ce dernier qui décide de s'interdire les dépenses dangereuses pour son équilibre budgétaire.

Les résultats observés par Monzo confirment la puissance de la démarche. La néo-banque veut désormais la prolonger, toujours dans le même esprit d'aider les utilisateurs de ses services à améliorer leur bien-être financier.

Sa stratégie d'accompagnement de ses clients à travers un changement de leurs comportements lui imposera rapidement de personnaliser ses solutions. Il est indispensable d'offrir des approches distinctes, susceptibles de s'adapter à chaque profil. **EN SAVOIR+**

PAIEMENTS



Checkout.com veut concurrencer Ingenico en France

25 SEPTEMBRE 2019 – LES ECHOS

La fintech britannique valorisée plus de 2 milliards de dollars mise sur ses « faibles coûts » pour séduire les marchands en ligne alors que le nombre de transactions ne cesse de progresser. Elle veut faire de la **France** son premier marché dans l'**UE** après le Brexit.

Après avoir levé 230 millions de dollars, **Checkout.com** veut déjà étendre ses bases. Et elle a choisi la **France** pour continuer de croître. « *La France était un objectif depuis longtemps pour nous. On veut s'y faire une place de choix notamment auprès des gros acteurs* », confie son patron Guillaume Pousaz.

Dans le secteur florissant du paiement, Checkout.com, qui compte parmi ses clients **Samsung**, ou **Adidas**, appartient à la catégorie des pure-players du paiement en ligne. Ce secteur représenterait entre 7 et 10 % de tous les paiements.

Pour réussir sa percée dans l'Hexagone, Checkout.com a prévu d'investir grâce à sa levée de fonds du printemps. Aucun montant n'est précisé, mais la société, qui travaille notamment avec **Veepee**, compte embaucher une cinquantaine de personnes dans des bureaux parisiens. Les effectifs pourraient monter à 200 personnes d'ici la fin 2020. **EN SAVOIR+**



À son tour, OnePlus annonce sa solution de paiement nommée... OnePlus Pay !

27 SEPTEMBRE 2019 – CLUBIC

À l'occasion de la keynote dédiée au nouveau **OnePlus 7T** et à la **OnePlus TV**, le groupe chinois avait réservé un « *one more thing* » à ses fans...

À la fin de la présentation de son nouveau smartphone, **OnePlus** a annoncé la disponibilité prochaine d'une nouvelle solution de paiement. Ainsi, après **Apple Pay**, **Samsung Pay**, **Google Pay**... Il faudra compter également sur : **OnePlus Pay** !

À l'heure actuelle, le groupe n'a pas dévoilé davantage d'informations concernant sa solution de paiement mobile, si ce n'est que cette dernière devrait arriver en 2020. Son fonctionnement sera similaire à ce que l'on connaît déjà, à savoir un moyen de paiement numérique permettant de régler ses achats en approchant son smartphone OnePlus d'un terminal de paiement (grâce à la magie **NFC**).

OnePlus tiendra une autre keynote très bientôt, le 10 octobre, depuis **Londres**, pour annoncer le lancement de sa nouvelle gamme OnePlus 7T, avec peut-être une autre surprise à la clé. [EN SAVOIR+](#)

RÉGLEMENTAIRE

RGPD : les assureurs à la traîne sur les analyses d'impact

19 SEPTEMBRE 2019 – L'ARGUS DE L'ASSURANCE

Plus d'un an après l'entrée en vigueur du règlement européen sur la protection des données, **Optimind** a sondé 50 assureurs sur leur mise en pratique. Ils sont peu nombreux à avoir avancé sur l'analyse d'impact.

Les assureurs ont du mal à se conformer aux obligations du **RGPD**. Ce constat général s'applique particulièrement aux analyses d'impact relatives à la protection des données (**AIPD**). Prévues à l'article 35 du RGPD, ces AIPD sont obligatoires pour les traitements de données personnelles « *susceptibles d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes concernées* ».

En dépit des efforts de la **CNIL** pour les accompagner dans cette démarche de cartographie des données à risques, notamment en leur fournissant une méthode d'analyse, les assureurs ont des difficultés à avancer sur ces travaux.

Si les assureurs ont globalement peu avancé sur ces travaux, c'est en raison notamment du « *champ d'application très large de la protection des données dans le monde de l'assurance* », explique **Optimind**. Ils sont également confrontés à des difficultés au niveau méthodologique : si près de 60% des répondants indiquent utiliser la méthode d'analyse de la CNIL, 38% estiment que des adaptations sont nécessaires pour tenir compte des spécificités internes. [EN SAVOIR+](#)

PRESS
RELEASE



ARTICLE DE PRESSE

Septembre 2019

RGPD : les assureurs sont en retard en matière d'analyses d'impact

RAPPROCHEMENTS



BNP Paribas et Deutsche Bank signent un accord sur les activités de Prime Finance et d'Electronic Equities

23/09/2019

BNP Paribas veut monter en puissance dans les services aux hedge funds

23 SEPTEMBRE 2019 – LES ECHOS

BNP Paribas vient de signer un accord de transfert d'activité portant sur les services aux « *hedge funds* » de **Deutsche Bank**. BNP Paribas, proche des grandes entreprises, veut toucher davantage les institutionnels.

BNP Paribas poursuit la transformation de sa banque de financement et d'investissement (**BFI**) pour rester l'un des seuls Européens dans un marché désormais dominé par les banques américaines. Les malheurs de **Deutsche Bank** viennent de lui en donner l'occasion. Sous réserve d'accords réglementaires, BNP Paribas va ainsi récupérer l'activité « *prime finance* » de Deutsche Bank à horizon 2021.

Un « *taux de perte* » de 50% est assez classique dans ce genre d'opération, estime un banquier. Mais le jeu en vaut la chandelle : d'abord pour offrir une solution européenne à des acteurs servis uniquement par des banques américaines ; ensuite BNP Paribas aura mis la main sur les technologies de Deutsche Bank.

BNP Paribas entend s'adapter à un rééquilibrage du modèle de financement en **Europe**. Le groupe veut jouer un rôle d'intermédiaire entre les entreprises européennes, cherchant à placer leur dette et les grands investisseurs. **EN SAVOIR+**



COMMUNIQUÉS

20/09/2019

Conclusion d'un avenant au protocole d'accord du 29 août 2018 entre CNP Assurances et Caixa Seguridade

CNP Assurances sécurise son partenariat au Brésil

20 SEPTEMBRE 2019 – LES ECHOS

L'assureur français va déboursier 1,53 milliard d'euros pour prolonger son accord de distribution avec **Caixa Seguridade** jusqu'en 2046. La sécurisation de cet accord revêtait une importance cruciale pour **CNP Assurances**.

L'avenant présenté vendredi « *élargit l'accord conclu en août 2018 en donnant une perspective encore plus longue à notre partenariat avec **Caixa Econômica Federal*** », s'est félicité le directeur général de **CNP Assurances**. Le groupe confirme que « *le taux de rendement interne estimé de l'investissement relatif à ce nouvel accord reste supérieur à 15 %* ». À la suite de cette coopération, CNP Assurances devra verser 7 milliards de reais (1,53 milliard d'euro) initialement prévus.

La sécurisation de ce partenariat revêtait une importance capitale pour CNP Assurances. Le **Brésil** est en effet son deuxième marché après la **France**. Sa filiale avec **Caixa Seguridade** s'est imposée comme le troisième assureur local.

Le périmètre de l'accord initial reste inchangé. L'assureur français gardera jusqu'en décembre 2020 une part économique plus élevée sur le périmètre de l'accord d'août 2018 que celle réservée à son partenaire brésilien ; mais ensuite, il devra se contenter de droits économiques moins élevés que dans la situation actuelle, à 40%. **EN SAVOIR+**

LE CONSEIL SUR-MESURE POUR TRANSFORMER ET OPTIMISER VOS ENVIRONNEMENTS LES PLUS COMPLEXES.



csaconsulting est devenu en plus de 20 ans un partenaire privilégié des principaux groupes bancaires et d'assurance, en France et à l'international. Cultivant une véritable alternative aux grands cabinets de conseil, notre approche est opérationnelle, pragmatique et apporte à nos clients une réelle plus-value en toute objectivité.

CONTACTEZ-NOUS